

Subvention à la Western Canada Irrigation Company, \$1,000.

M. GARLAND (Bow-River): Qu'est-ce que le ministre a réussi à faire relativement à la Western Canada Land and Irrigation Company?

L'hon. M. STEWART: Il nous faut dépenser \$20,000 pour cela cette année à cause de la tournure de l'entreprise, l'année dernière. Je n'ai pu rien savoir du liquidateur, de nature à me faire croire qu'il serait en état de la continuer cette année. Il espérait vendre et il avait plusieurs projets en élaboration, mais je lui fis remarquer que d'après la loi de l'Irrigation nous devons protéger ceux qui ont acheté ces terres. J'ai réussi à conclure avec lui un arrangement pour un an. Je l'ai décidé à reconnaître le ministre de l'Intérieur comme représentant du receveur. Il nous faudra fournir \$100,000 approximativement, mais nous avons tous les pouvoirs du receveur pour continuer l'entreprise durant l'année. Nous aurons quelques travaux à exécuter durant l'année à la tranchée principale et aux ponts qui traversent les tranchées, mais naturellement, des travaux de cette nature, nous ne ferons que ce qui est nécessaire. Nous fournirons l'eau à ceux qui s'en servent et à la région desservie par la "New West Irrigation", une société subsidiaire que reçoit son approvisionnement d'eau de la Canada Land and Irrigation Company. M. McLane a été nommé représentant de la compagnie. Nous avons choisi M. D. W. Hays comme administrateur. La plupart des honorables députés de l'Ouest connaissent très bien M. Hays; il est très au courant de l'irrigation et de plus c'est un bon ingénieur. L'un de nos propres fonctionnaires a été envoyé à Medicine-Hat et a pris la direction du bureau pour surveiller la comptabilité et sauvegarder nos intérêts de toute manière. Nous continuerons donc ainsi cette année dans l'espoir que le receveur réussira dans l'intervalle à vendre l'entreprise ou à conclure quelque arrangement en vertu duquel une nouvelle compagnie s'en chargerait ou même l'ancienne compagnie la financerait.

M. GARLAND (Bow-River): Le ministre connaît probablement très bien les circonstances qui se présentent là, et il doit conséquemment se rendre compte de la situation désespérée dans laquelle se trouve cette population, situation qu'un arrangement d'un an ne règlera pas définitivement. Si l'on se contente de laisser vendre l'entreprise à une autre compagnie, je suis convaincu que nous ne verrons jamais la couleur de l'argent. Je doute que quelqu'un l'achète à moins de pouvoir continuer à taxer les occupants actuels.

[L'hon. M. Stewart.]

Je me demande ce que le ministre a l'intention de faire à ce sujet. J'ai reçu plusieurs lettres de ces gens-là et ils me disent qu'avant de continuer l'exploitation de ces fermes ils veulent savoir définitivement si ces contrats de vente vont être modifiés. Ils veulent en premier lieu une diminution de l'évaluation, ensuite un moyen quelconque d'obtenir l'eau dont ils ont besoin, et enfin que le Gouvernement fédéral prenne des mesures formelles dans ce sens.

J'ai ici un vœu dont je ferai bien de donner lecture. Il est ainsi conçu:

Considérant qu'à la suite de la sécheresse continue depuis six ans qui a fait que les récoltes n'ont pas réussi dans les régions adjacentes aux villes de Lomond, Traverse, Enchant et Retlaw, nous, cultivateurs de cette région, sommes devenus pour ainsi dire sans ressource, sans que ce fut de notre faute. Nous sommes en face d'une crise et il faut absolument qu'on prenne des mesures pour améliorer notre sort afin que nous puissions vivre et empêcher la dépopulation complète de cette partie de la province;

Considérant que pour maintenir nos foyers nous avons individuellement contracté des dettes considérables dont nous ne pouvons supporter le poids, que nous ne pourrions jamais rembourser et qui s'accroissent chaque année;

Il est en conséquence résolu, étant donné que le gouvernement du Canada a engagé plusieurs centaines de milliers de dollars dans le projet de la Canada Land and Irrigation, que nous les cultivateurs de cette région demandons respectueusement à ce gouvernement de nationaliser cette entreprise et, pour améliorer la situation qui existe ici en ce moment, de construire des conduites latérales partant du canal principal afin de nous permettre d'irriguer au moins une partie de nos terrains, suivant l'inspection faite il y a quelques années, permettant ainsi aux colons qui se sont établis ici il y a quinze ans d'y rester.

J'ai visité cette région où j'ai trouvé une bonne population de ces pionniers, dont beaucoup ont acquis l'expérience de l'irrigation aux Etats-Unis. La plupart des colons fixés là désirent y demeurer; ils ne veulent pas se déplacer, mais ils désirent avoir de l'eau à des conditions raisonnables. Ils peuvent être dans l'erreur et j'ignore moi-même si le ministre croit que l'irrigation pourrait résoudre les difficultés de cette région, mais s'il le pense, s'il y a foi, je lui demande avec instance d'apporter une solution rapide aux difficultés que ces gens doivent envisager. Leur situation est en réalité déplorable et si le Gouvernement ne peut pas leur faire entrevoir une amélioration pour l'avenir, la seule chose qui leur reste est de quitter le pays. S'ils agissent ainsi, ils laisseront la région endettée—taxes scolaires et municipales, dettes d'hypothèques—et tout le projet sera détruit, le progrès de l'irrigation dans cette partie de la province se trouvant reculé de plusieurs années.

L'hon. M. STEWART: Le territoire dont parle mon honorable ami n'est pas irrigué.